



Institut suisse de droit comparé
Schweizerisches Institut für Rechtsvergleichung
Istituto svizzero di diritto comparato
Swiss Institute of Comparative Law

ETUDE COMPARATIVE SUR LE BLOCAGE, LE FILTRAGE ET LE RETRAIT DE CONTENUS ILLEGAUX SUR INTERNET

Extrait, page v

Ce document fait partie de l'Etude comparative sur le blocage, le filtrage et le retrait de contenus illégaux sur internet dans les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe, qui a été préparée par l'Institut suisse de droit comparé à l'invitation du Secrétaire Général. Les opinions exprimées dans ce document n'engagent pas la responsabilité du Conseil de l'Europe. Elles ne donnent, des instruments juridiques qu'il mentionne, aucune interprétation officielle pouvant lier les gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe, les organes statutaires du Conseil de l'Europe ou la Cour européenne des droits de l'homme.

Avis 14-067

Lausanne, 20 December 2015

I. INTRODUCTION

Le 24 novembre 2014, le Conseil de l'Europe a formellement mandaté l'Institut suisse de droit comparé (« ISDC ») pour réaliser une étude comparative des lois et pratiques en matière de filtrage, blocage et retrait de contenus illégaux sur Internet dans les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe.

Comme convenu entre l'ISDC et le Conseil de l'Europe, l'étude présente les lois et, pour autant que les informations soient facilement disponibles, les pratiques de filtrage, blocage et retrait de contenus illégaux sur Internet dans plusieurs contextes. Elle examine la possibilité de telles mesures en cas de menace à l'ordre public ou à la sécurité intérieure ainsi qu'en cas de violation des droits de la personnalité et des droits de propriété intellectuelle. Dans chaque cas, l'étude examine le cadre juridique qui sous-tend les décisions de filtrer, bloquer ou retirer les contenus illégaux sur Internet, l'autorité habilitée à prendre de telles décisions et les conditions d'exécution de ces décisions. Par ailleurs, l'étude se penche sur les possibilités de contrôle extrajudiciaire des contenus en ligne et présente une brève description de la jurisprudence pertinente et importante.

Elle s'organise, pour l'essentiel, en deux parties principales. La première partie consiste en une compilation de rapports nationaux pour chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle présente une analyse plus détaillée des lois et des pratiques en matière de filtrage, blocage ou retrait des contenus illégaux sur Internet dans chaque Etat membre. Afin de faciliter la lecture et les comparaisons, tous les rapports nationaux sont présentés suivant la même structure (voir ci-dessous, questions). La deuxième partie présente des considérations comparatives sur les lois et les pratiques en matière de filtrage, blocage ou retrait de contenus illégaux en ligne dans les Etats membres. Elle vise ainsi à faire ressortir et à tenter d'expliquer les convergences et les divergences qui existent le cas échéant entre les approches des Etats membres sur les questions couvertes par l'étude.